

ANDRÉ BERCOFF

La chasse au
Sarko



ANDRÉ BERCOFF

La chasse au
Sarko



LA CHASSE AU SARKO

ANDRÉ BERCOFF

LA CHASSE AU SARKO



Tous droits de traduction, d'adaptation et de reproduction réservés pour tous pays.

© Éditions du Rocher, 2011.

ISBN : 978-2-268-07318-7

« En d'autres termes, si le rapport de ce pouvoir à la culture est en effet accablant, on peut se sentir parfois gêné par cet anti-sarkozysme obligatoire auquel je viens moi-même de me livrer, en toute sincérité, ce qui est exactement ce qu'on attend de moi. Supposons que, dans un périodique culturel, je prononce une déclaration d'amour pour notre Président, ou, horresco referens pour Brice Hortefeux, Michèle Alliot-Marie, Roselyne Bachelot. Supposons que, dans un de ces colloques ou de ces festivals où se retrouvent régulièrement écrivains et intellectuels, je me montre peu empressé à dénoncer la politique gouvernementale. Ce faisant, je me grille définitivement dans le milieu qui compte pour moi, qui me lit, m'édite, m'invite, fait des articles sur mes livres. J'apparais comme un réac, c'est-à-dire, dans le petit monde intellectuel, comme le paria absolu. Pour presque toutes mes relations, amicales ou professionnelles, Sarkozy est le nom donné à la barbarie, comme dirait Alain Badiou. Comment pourrais-je me couper de tout cela ? »

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

semble que, sur notre continent, ce mot soit devenu carrément obscène.

Mais alors, que peut donc faire Sarko ? Il essaye, comme ses prédécesseurs, de vendre les produits français dans le monde entier. Mais aussi il parle. Autrement. Au risque de choquer. Ce qu'il a voulu dire sur l'homme africain qui « n'était pas encore entré dans l'histoire » et qui a choqué à juste titre, c'est ceci, expliqué par un fonctionnaire français de la Défense à des diplomates américains, et divulgué par Wikileaks : « Les relations France-Afrique ont pendant longtemps tenu de la relation parent-enfant. À présent, l'enfant est devenu adulte... mais réclame encore notre aide et nos conseils. Ce que fait Sarkozy consiste à pousser l'oiseau hors du nid. Notre travail consiste à nous assurer que cette séparation inévitable. ne rompe pas complètement le lien, et plus grave encore, ne vire pas à la mise à l'écart. »

Au fond, cette volonté de casser toute dépendance est peut-être ce qui restera de plus fort et de plus convaincant dans la présidence Sarkozy, et pas seulement pour l'Afrique. Toute son action, qu'il le veuille ou pas, que ce soit consciemment ou à son insu, consiste effectivement à pousser les Français hors du nid douillet où les ont calfeutrés cinquante ans d'un État qui ne peut plus être providentiel. Les gouvernements successifs, qu'ils soient de droite ou de gauche, nous ont répété : « Chers compatriotes, nous savons mieux que vous ce qui est bon pour vous. Allez jouer dans vos bacs à sable, au papa et à la maman, au docteur, à la poupée ou à Mortal Kombat, cependant que nous pourvions à tous vos besoins. N'êtes-vous pas, Français chéris, les mieux protégés du monde, de l'utérus au cercueil : sécurité sociale, accès à l'éducation, retraite, indemnités,

assurance chômage ? Nous ne laissons personne au bord de la route. Et si nous essayons quelques réformes, si nous tentons quelques expédients pour diminuer notre dette, ne vous inquiétez surtout pas. Il suffit que vous descendiez dans la rue en masse, et nous remettrons le projet de loi dans notre pantalon. Nous ne ferons rien qui puisse troubler votre sommeil ni votre digestion. Vivez heureux, grâce à nous, dans le plus beau pays du monde... »

Ainsi alla, pendant des décennies, le train des choses et les Cassandra qui lançaient des avertissements aussi lucides qu'alarmants, se faisaient doucement rembarquer ou, pire encore, étaient sanctionnées par la non-réélection pour les uns, le pantouflage pour les autres. Cela a duré jusqu'au krach mondial commencé en 2007 – et dont les effets sont loin d'être entièrement connus et encore moins achevés – jusqu'à la redistribution planétaire des richesses et des pouvoirs où l'on voit les pays émergents prendre peu à peu la place de ceux qui régnaient indivis depuis plus de cinq siècles.

Cet emmerdeur de Sarko choisit de carburger à contre-courant, en dressant l'inventaire des plaies et bosses qui nous entourent. Il le fait maladroitement, négligeant souvent exécution et application, lançant des pistes et les brouillant ensuite, se trompant de cible et revenant en arrière pour des raisons par lui seul connues, quand il ne se laisse pas polluer par des communicants et des sondages. Reste qu'il est le premier de nos présidents à ne pas cacher les seins que nous ne saurions voir et encore moins les maux que nous n'avons nulle envie d'affronter. C'est exactement là où le bat blesse les faux-culs et hérissé les citoyens que nous sommes. Il ne peut s'empêcher de dire les choses, dans le désordre peut-être, maladroitement parfois, mais

il les dit. Au risque de heurter encore une fois la diplomatie des védrineurs. Ainsi, le 9 mars 2009, il évoque l'affaire Florence Cassez en plein discours officiel, devant le Sénat mexicain : « Et pour que les choses soient très claires... on m'avait dit de ne pas en parler. ce qui me donne une envie forte d'en parler. La politique ne peut pas être le seul lieu où l'on ne se parle pas. Je ne suis pas l'homme de l'impunité. » Quant au metteur en scène et comédien Olivier Py, il raconte : « Lors des vœux de Sarkozy au monde des Arts et de la Culture, il vient au pupitre et dit : “On m'a écrit un très beau discours, mais je ne vais pas le lire, je vais improviser.” Cette improvisation est une stratégie, une très bonne technique, une mise en danger qui nécessite un certain courage et une sincérité indéniable². »

À ceux qui reprochent à Sarkozy de ne pas avoir accompli la rupture avec lui-même et de ne pas être allé assez loin dans la mise en cause du système dont il est l'un des produits les plus brillants, il convient de rappeler que son mérite est de nous forcer à faire la rupture nous-mêmes, sauf à devenir les moutons interchangeables d'une France transformée en musée et en club de vacances pour Kazakhs et autres Coréens. Sous Mitterrand et Chirac, ce fut « Bonne nuit, les petits ». Avec Sarkozy, c'est : « Salut, les dormeurs », y compris si le réveil se fait à son détriment. L'ex-maire de Neuilly, archétype de l'ambitieux ayant choisi la politique pour y arriver, nous montre enfin la validité du programme anarcho-marxiste : ni Dieu, ni César, ni tribun. La pédagogie de la rupture avec n'importe quel papa, même démocratiquement élu, a bien commencé. Les choses étant ce qu'elles sont, ladite pédagogie est loin d'avoir produit tous ses effets.

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

président socialiste, celui-ci le rassure d'emblée : les ministres communistes ne gêneront pas les accords franco-américains. Sur ce chapitre comme sur d'autres, on voit que Sarkozy n'a rien inventé ni rompu, et encore moins innové. Simplement, comme toujours, il exhibe sans nuances ni limites. Franco de port. Préférons tout de même la franchise, si vulgaire soit-elle, à l'hypocrisie, si cultivée qu'elle paraisse.

L'épisode le plus savoureux du feuilleton anti-sarkozyste demeure quand même l'indignation bruyante de tous ceux qui lui reprochent la collusion avec les dictateurs et autocrates de toute espèce. Résonnent encore, dès avant le Printemps arabe, les sanglots longs des violons progressistes : comment a-t-on pu frayer avec Ben Ali, respirer le même air que Moubarak, serrer la main de Kadhafi en allant jusqu'à lui permettre de planter sa tente en face de l'Élysée ? Comment la France, pays des droits de l'homme et de la libre pensée, terre d'accueil des persécutés, flambeau de la liberté éclairant le monde, a-t-elle pu se compromettre avec ces tyrans qui pillent et massacrent leurs pays et leurs peuples ? Pas de doute : avant Sarkozy, nous étions immaculés. Blancs comme neige. Incapables d'une quelconque compromission avec les prédateurs. Aucun notable, représentant du peuple, élu local ou national, n'a mis les pieds à Zarzis ou à Tozeur, à Louxor ou à Assouan, à Tripoli ou au Caire, à Pékin ou à Moscou. Avant le sinistre règne de Nicolas I^{er}, la politique étrangère de la France, ainsi que ses échanges commerciaux, étaient uniquement guidés par le critère des droits de l'homme et de la liberté d'expression chez nos partenaires potentiels. Dès que nos dirigeants, nos industriels et nos hommes d'affaires décelaient le plus petit commencement de soupçon d'une atteinte à la démocratie dans tel ou tel pays, ils se retiraient dans la dignité et le respect des sacro-saints principes. Ce n'est plus,

paraît-il, le cas aujourd'hui. Non seulement les séides de Sarkozy essayent vainement de vendre leur Rafale à tous les potentats, mais ils n'ont même pas vu venir les révoltes d'Outre Méditerranée.

Amusant, tout cela, n'est-il point ? En février 1981, rapporte *Le Monde*, François Mitterrand, candidat à l'élection présidentielle, se rend en Corée du Nord à l'invitation du dictateur Kim Il Sung. Il est notamment accompagné par Lionel Jospin et Gaston Defferre... La délégation est reçue par le chef suprême, qui remet à chacun une caisse contenant ses œuvres complètes. Kim Il Sung est un homme doté de « beaucoup de bon sens et de réalisme », dira le Premier secrétaire du parti socialiste. Au soir de l'élection du 10 mai, l'un des premiers télégrammes de félicitations qui lui sont adressés proviendra de Pyongyang. François Mitterrand est allé plusieurs fois en vacances au merveilleux Old Cataract d'Assouan sur l'invitation de Hosni Moubarak. Fut-il pour cela un suppôt de la dictature ? Le général de Gaulle s'est rendu officiellement en Espagne à l'invitation du général Franco. Fut-il pour cela un fasciste ?

Quant à l'intense démocrate Mouammar Kadhafi, il achète, dès 1973, mirages, chars, missiles et hélicoptères au président Georges Pompidou. Dix ans plus tard, François Mitterrand lève l'embargo décidé par Valéry Giscard d'Estaing et, après quinze ans de scandales, d'attentats à la bombe et d'explosions d'avions, la Libye se refait une virginité dans le monde entier. Le pétrodollar n'a pas d'odeur. Roland Dumas, ex-ministre des Affaires étrangères de François Mitterrand, a aussi bien défendu le chargé des affaires militaires libyennes que l'admirable Laurent Gbagbo, membre éminent de l'internationale socialiste comme Moubarak et Ben Ali, et dont on a pu apprécier les

agissements humanitaires du côté d'Abidjan. Nous n'aurons garde d'oublier Jacques Chirac et son indéfectible sympathie pour le grand humaniste Saddam Hussein, son ami de trente ans, et le richissime homme d'affaires libano-saoudien Rafic Hariri, assassiné en 2005 parce qu'il voulait rétablir la souveraineté libanaise. Ce même Jacques Chirac, ex-maire de Paris, ex-président de la République, dont le procès pour emplois fictifs lorsqu'il était maire de Paris, n'aura sans doute jamais lieu.

Au fond, c'est à Dominique de Villepin que l'on doit l'un des plus grands éloges de Nicolas Sarkozy. Au cours de l'émission de France 2 « À vous de juger », en novembre 2010, Arlette Chabot posa une question à l'homme aux cheveux d'argent : « Vous ne trouvez pas que Nicolas Sarkozy s'est chiraquisé ce soir ? » Villepin répondit du tac au tac : « Nous sommes aujourd'hui dans une politique qui n'a rien à voir avec les fondamentaux de Jacques Chirac. Nicolas Sarkozy peut essayer de mimer la politique de Jacques Chirac : il en est extrêmement loin. » Si ce n'est pas là un sacré compliment.

Soyons sérieux : la situation économique et sociale de la France n'est pas de celles qui incitent à la pureté des échanges et au commerce de la morale, ce qui ne veut évidemment pas dire qu'il faille faire des affaires avec n'importe qui. De même que le boycott de consommateurs lucides et nombreux peut amener de grands distributeurs à réfléchir à deux fois avant de hausser leurs prix, de même l'embargo, le gel des avoirs et les pressions économiques peuvent gêner tel ou tel absolutisme et le forcer à desserrer l'étau. Reste que sur ce plan, la droite ni la gauche n'ont des leçons à donner.

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

ou presque. Mais une fois les lampions éteints, les confettis nettoyés et les merguez cramées, il fallut se rendre à l'évidence : le capitalisme tenait toujours. Et même mieux qu'auparavant. Il y eut certes quelques nationalisations, la retraite à 60 ans et la cinquième semaine de congés payés, mais les inégalités entre riches et pauvres demeuraient aussi inébranlables que le rocher de Gibraltar. Dès 1986, Chirac et Balladur firent repartir le train des privatisations : le peuple en ses profondeurs comprit que rien n'avait changé et que quelle que soit l'étiquette de nos gouvernants, rien d'essentiel ne bougerait. Mitterrand avait, en barbouilleur talentueux, repeint de rose les barreaux de la cellule. Mais la résidence restait plus que jamais surveillée.

D'où la contradiction qui, un quart de siècle plus tard, mine plus que jamais la gauche. Mitterrand, qui connaissait ses classiques, avait compris depuis toujours qu'on ne sort de l'ambiguïté qu'à son détriment. Il avait donc revêtu ses habits neufs de révolutionnaire et de pourfendeur de la V^e République pour, dès sa nomination, les solder chez le premier fripier venu. La gauche ne s'en est jamais remise. La preuve ? Le manifeste pour un nouveau modèle économique, social et écologique, pondu en mai 2010 par la *dream team* de Martine Aubry. Le disque dur n'a pas changé depuis les années 1970. Cela ressemble à s'y méprendre au Programme commun, avec une touche verte pour rallier les bobos écolos. L'entreprise, c'est le mal ; le protectionnisme doit être étendu car nous devons nous protéger de l'avidité conquérante des pays émergents. Et vive l'internationalisme prolétarien ! Quant à l'État, il doit demeurer plus puissant et plus régnant que jamais grâce à un pôle public d'investissement. Lautréamont a, comme d'habitude, présidé à la conception du rapport : il s'agit bien de la rencontre d'un parapluie et d'une machine à coudre sur une table à dissection.

Traduction : la rencontre de Georges Marchais et de Nicolas Hulot sur la table de Colbert. Et Martine Aubry de saluer cette gauche solidaire, forte de ses valeurs. Quant au porte-parole du Parti, Benoît Hamon, il est carrément passé de l'autre côté de la barrière : « On n'est plus dans l'accommodement du capitalisme. Nous proposons un nouveau modèle. »

Il existe heureusement au PS des responsables qui n'ont pas été touchés, les pauvres mécréants, par la grâce de cette envolée vers la stratosphère des idéologies empaillées. Les maires de Dijon, d'Evry ou de Lyon, pour ne citer qu'eux, ne veulent plus passer sous les fourches caudines d'une idéologie morte et enterrée. Gérard Collomb, le sénateur maire de Lyon, dénonce « les élites politiques, qu'elles soient de droite ou de gauche, qu'elles soient au gouvernement ou qu'elles dirigent les grands partis politiques, qui ont une vision dépassée de la réalité sociale. Elles ont la nostalgie d'un passé révolu. Elles croient, parce qu'elles ont été formées pour ça, parce que leurs gènes intellectuels sont ainsi programmés, qu'on peut encore faire bouger les choses d'en haut, depuis l'État central. Que la gauche notamment arrête de croire que la vérité tombe d'en haut. Qu'elle relise Proudhon ou Saint-Simon plutôt que de réciter les sourates d'un marxisme mal digéré... Pour que la France reste une grande puissance, il faut changer l'État. Le jacobinisme modernisateur a vécu. Il doit laisser la place à un État plus léger, plus mobile, qui facilite, qui aide, qui encourage⁵. »

La gauche de la rue de Solferino est un couteau sans lame auquel il manque le manche : c'est le legs empoisonné qu'a laissé l'artiste Mitterrand à ses lointains successeurs. Les Français, dans leur sagesse paysanne, l'ont élu à deux reprises parce qu'ils savaient en leur for intérieur qu'il n'était ni de gauche ni de

droite, mais florentin pragmatique, embrassant les communistes pour mieux les étouffer, protégeant les riches pour mieux s'en préserver. Il a surtout montré qu'aucun candidat à l'Élysée ne pouvait être élu s'il ne rendait un hommage aussi appuyé que gratuit aux grandes icônes et aux symboles mythiques de notre histoire nationale, quitte à les solder rapidement, une fois arrivé à destination. Voilà pourquoi la gauche éparpillée ne peut monter dans les sondages, alors que, selon le sain principe des vases communicants, elle aurait dû largement profiter des infortunes de Nicolas Sarkozy. Les dernières élections cantonales en ont été, une fois de plus, l'illustration.

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

étiquettes traditionnelles. Si beaucoup d'observateurs la qualifient "d'extrême droite", elle rompt pourtant avec le programme classique des droites radicales, qu'elles soient chrétiennes ou fascistes. Alors que ces dernières vomissent la modernité libérale, Geert Wilders, par exemple, met en avant son attachement aux libertés individuelles conquises dans les années 1960-1970. De même, les "web activistes" de Riposte laïque se réclament de l'héritage féministe, et les hooligans de l'EDL revendiquent fièrement l'existence d'une section "gay" au sein de leur organisation.

Brouillant les repères, ces nouveaux groupes occidentalistes affichent leur refus du racisme et prétendent situer leur combat sur le terrain de la seule culture. Prendre la défense de l'Occident, disent-ils, c'est se réclamer non d'une "race", mais d'un ensemble de valeurs. D'où la curieuse distinction opérée par Wilders qui affirme que ses attaques virulentes contre l'islam ne visent pas les fidèles d'une pratique religieuse mais les formes d'un système d'oppression. Au cœur de cette rhétorique, il y a donc l'idée que l'islam ignore les normes fondatrices de la démocratie libérale, à commencer par la séparation entre autorité divine et gouvernement rationnel, entre territoire de la religion et espace du politique... Or cette séparation fondamentale entre pouvoirs temporels et spirituels constitue quelque chose de récent et de fragile, l'aboutissement d'une immense bataille philosophique au sein de la chrétienté.

[...] Tels seraient les deux motifs du discours anti-islamique chez des militants qui se réclament non d'un nationalisme chrétien et/ou raciste, mais d'un Occident universaliste et libéral. Or notre civilisation laïque constitue une exception, presque une curiosité peut-être appelée à disparaître. Pendant des siècles,

nous aussi ne pouvions nous interroger sur la justice ou sur la guerre sans en appeler à la volonté de Dieu... »

Ce n'est donc pas par hasard que, les choses ne s'étant pas précisément arrangées depuis, la mission parlementaire sur le voile intégral a été menée de concert par André Gérin, député communiste du Rhône, maire de Vénissieux, et Éric Raoult, député UMP de Seine-Saint-Denis, maire du Raincy. Les clivages politiques peuvent disparaître à l'heure de l'urgence. Comme l'écrivait Louis Aragon dans *La rose et le Réséda* :

« Quand les blés sont sous la grêle,
Fou qui fait le délicat
Fou qui songe à ses querelles
Au cœur du commun combat. »

Rêvons d'un monde où l'appartenance et la croyance religieuses seront d'autant plus respectables et respectées qu'elles appartiendront au domaine de la vie privée. Rien ne se fera tant qu'une religion voudra imposer un mode de vie à l'ensemble d'une population. La France a légué au monde le merveilleux cadeau de la laïcité, ultime garante d'une véritable liberté. Les musulmans, chrétiens, juifs, bouddhistes, hindouistes, athées, agnostiques du monde entier, doivent faire du combat pour la séparation des cultes et des États, leur absolue priorité, s'ils préfèrent vraiment la vie à la mort, la démocratie à la dictature, et l'épanouissement à la servitude. Tous ceux qui sèmeront le déshonneur pour éviter la guerre, récolteront, comme disait un grand résistant, le déshonneur et la guerre. Comme l'écrit Abdennour Bidar, professeur de philosophie à Sofia Antipolis : « Comment faire comprendre que la laïcité n'est pas une vieille lune idéologique française

mais un principe universel de cohésion sociale, qui permet à tous de vivre ensemble au lieu de demeurer dans une simple relation de coexistence ?.. Nous devons passer de l'âge politique à l'âge éthique de la laïcité. Si notre République ne fait pas cet effort de former des consciences laïques, elle s'expose à rencontrer encore et encore le même adversaire, auquel elle donnera sans arrêt de nouvelles forces : en l'occurrence, ce fondamentalisme islamique qui, précisément, ne veut pas négocier ses propres convictions et qui les revendiquera de façon toujours plus radicale dès lors qu'il ne trouvera en face de lui que la réponse répressive. »

On ne peut comprendre, du coup, ceux pour qui tout débat sur la laïcité et la place des religions dans le paysage français relève d'un pétainisme plus ou moins intégré, et qui accusent donc Sarkozy, en posant cette question sur la place publique, de la même vieille antienne : « Il fait le lit du Front national. » S'il est un domaine où gauche et droite devraient surmonter leurs combats de coqs pour recommander ensemble de mettre tout sur la table, c'est bien celui-là. Il faudrait, une fois pour toutes, arrêter le radotage sénile de ceux qui, lorsqu'ils entendent le mot « culture », sortent leur revolver économique. Les télévisions du Caire et de Gaza, du Hezbollah et de Téhéran qui inondent l'Europe de leurs hallucinants messages de haine et de revanche par le biais des paraboles satellitaires, sont totalement ignorées par la quasi-totalité de nos soi-disant experts. Il n'est pire sourd que celui qui ne veut rien entendre.

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

papiers l'équivalent de Drancy et de Pithiviers, points de départ des wagons plombés pour Auschwitz. Ce qui est excessif est non seulement insignifiant, mais témoigne surtout de cette mauvaise foi aussi exquise qu'absolue qu'arborent les penseurs persuadés d'avoir raison en tout et sur tout. Rappelons tout de même à la gauche divine que c'est sous François Mitterrand qu'a été légalisée et organisée la rétention administrative en 1981, et que le ministre de l'Intérieur Paul Quilès a fait adopter par le Parlement, en 1992, le système des zones d'attente. Et oui, chers camarades, déjà, dans la France socialiste, Drancy et Pithiviers... Et nous attendons que soit rendu public le rapport sur l'immigration rédigé en 2004 par Malek Boutih, alors secrétaire national du PS aux questions de société. Boutih, esprit courageux et lucide, y rompait, paraît-il, avec les dogmes angéliques de la rue de Solferino. Ah ! les deux poids deux mesures...

Nous accueillons officiellement 200 000 nouveaux immigrés par an et naturalisons plus de 100 000 d'entre eux. Pourquoi pas ? C'est beau, c'est grand, c'est généreux, la France, ainsi que le clamait de Gaulle bien avant l'instauration du regroupement familial.

L'immigration de masse a commencé en Europe dans les années 1950. La reconstruction nécessaire de pans entiers de villes, d'espaces et d'économies, amena les gouvernements de pays exsangues à organiser l'arrivée de dizaines de milliers de travailleurs qu'ils choisirent logiquement dans les populations de leurs anciennes colonies. Paradoxe tragi-comique : la première vague de migrants était destinée aux mines de charbon et aux aciéries qui ne sont plus aujourd'hui que des souvenirs. Seconde piquêre de rappel : à l'époque, aucun politique, aucun

sociologue, aucun expert, n'avait mesuré les coûts et bénéfices à long terme de cette immigration. Pas un papier, pas une étude là-dessus, dix ans après la fin de la seconde guerre mondiale.

Aujourd'hui, sur les 500 millions de personnes vivant dans l'Union européenne, 40 millions ne sont pas nées sur ce continent. Au premier abord, cette proportion de moins de 10 % devrait prouver une fois pour toutes la mauvaise foi et le racisme des opinions anti-immigrés. Mais c'est qu'il ne s'agit plus de la même immigration. Avant que l'on ne nous jette à la figure le mantra de base du boboïsme tiers-mondain : racistes, racistes, racistes, rappelons que, pour la première fois, un mouvement pacifiste – qui n'a rien à voir avec les conquêtes, razzias et autres invasions qui ont déchiré le continent depuis près de deux millénaires – provoque un choc des cultures dont l'intensité commence seulement à se faire sentir. Des magasins qui ne servent plus d'alcool, des cantines scolaires d'où le porc est éliminé, des Quick uniquement halal, des piscines où les femmes et les hommes ne se mélangent jamais, des espaces de prière en pleine rue, dans des halls d'hôpitaux ou d'usines, des médecins hommes menacés parce qu'on leur interdit d'examiner une femme malade : tout cela contribue à faire problème dans un pays où la séparation de l'Église et de l'État est chose acquise, et où de plus en plus nombreux sont les citoyens qui ne comprennent pas pourquoi la France qui a mis le prêtre à sa place devrait se coucher devant l'imam... D'autant plus que les faits divers à base de mariages forcés, de violences conjugales, d'unions blanches ou grises dont l'unique raison est d'obtenir des papiers, la polygamie de fait, ne contribuent pas à calmer les inquiétudes. Le racisme et l'islamophobie existent, mais les utiliser à tort et à travers comme le fait la pensée unique, qui transforme le mari bourreau en pauvre victime et le délinquant

avéré en révolutionnaire potentiel, n'a fait qu'aggraver le problème.

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

Une phrase qui est une atteinte à la laïcité. »

Magnifique aveu : il faudrait expliquer à ce sympathique notable que c'est justement parce qu'il s'est attaqué à toutes ces institutions que Sarkozy aura, quel que soit son destin, fait œuvre salutaire. Ce n'est pas par un respect minéral des autorités qu'on change les choses, mais bien plutôt en les secouant fortement, afin de faire tomber les branches mortes. Et nous qui croyions naïvement que la destruction des idoles relevait plutôt du job de la gauche...

Eut-il tort de réformer ainsi dans le désordre, sans se soucier suffisamment de l'application ? En tout cas, on le lui fait bien voir. Mais personne ne niera que la crise et Sarkozy ont réveillé la Belle au bois dormant et qu'elle ne pourra plus s'assoupir de sitôt. Si les deux grandes formations politiques jusqu'ici régnautes n'en sont pas mortes, leurs blessures sont trop visibles pour cicatriser rapidement. L'UMP, en bonne chienne de garde, et le Centre, en bon chapon de basse-cour, dormaient derrière leur président lorsqu'ils ont vu ressurgir les hordes noires du Front national avec leurs nouveaux habits républicains et laïcs et leur adoption du « travailler, produire et vivre au pays » cher à Georges Marchais. Le parti socialiste, assoupi lui aussi depuis le coup de grisou de 2002, se réveille avec des trublions gauchistes qui jettent des boules puantes, des jeunes taupes anti-capitalistes qui le rongent de l'intérieur et une interrogation angoissante sur la personnalité qui mènera le combat suprême.

CHAPITRE XIV

DEBOUT LES DORMEURS

Répétons-le, une des réussites qu'on ne pourra guère enlever à Sarkozy, c'est d'avoir enfin réveillé les Français, y compris contre lui. Nos chers compatriotes avaient oublié – on avait tout fait pour – que les civilisations, les systèmes et les régimes sont aussi mortels que les humains, même si cela prend plus de temps. Sarkozy a simplement rédigé l'acte de décès de la confrontation gauche-droite. En effet, pour le PS comme pour l'UMP et les centristes, un même projet de civilisation leur est alpha et oméga, programme commun, et bonheur du consensus. Tous font l'éloge vibrant de la consommation et de fait, ces trois années de crise n'ont pas empêché que les taux de consommation des Français aient augmenté annuellement de plus de 1 %. Tous sont également d'accord sur la nécessité de donner à leurs administrés encore plus de jeux que de pain. De « Vivement dimanche » à « Facebook », notre Occident apaisé se divertit, traite les politiques en clowns de cirque et ceux-ci ne manquent pas une occasion de faire le beau devant micros et caméras. Olivier Besancenot a commencé sa descente lorsqu'il est passé chez Michel Drucker et Jean-Luc Mélenchon a pris de gros risques en faisant de même : un révolutionnaire autoproclamé qui passe à la moulinette du spectacle ne devrait pas s'étonner d'être pris de moins en moins au sérieux. Si les médias piègent les princes qui nous gouvernent ou qui aspirent à le faire, ceux-ci n'ont qu'à s'en prendre à eux-mêmes. En ouvrant la porte de leur salon, de leur cuisine et de leur chambre à coucher, voire de leurs toilettes, ils ne devraient pas être surpris si on finit par les regarder comme des animaux domestiques.

Il ne s'agit pas ici, comme le font un certain nombre de philosophes et de linguistes ronchons, de déplorer que le monde « virtuel », celui d'Internet, du petit écran et des jeux vidéo, ait pris le pas sur le monde réel. Ce qui s'est passé en Afrique du Nord, ce qui se passe dans notre pays sur des sites idéologiques et communautaires, montre bien que cette opposition est aussi imbécile que factice. Internet n'est pas une drogue mais une technique, un instrument. Les spectateurs passifs le resteront, et les actifs l'utiliseront comme un moyen d'action qui se répercutera tôt ou tard dans les bureaux, les usines et la rue.

Le consensus tient aussi à l'écoute du corps, du jeunisme permanent, des principes de précaution comme s'il en pleuvait, du « tout ce qui apparaît est bon ». Cette loi de l'offre et de la demande, ici comme ailleurs, a triomphé, et pourquoi pas ? Ce n'est pas une raison, parce qu'il fait sombre, de manquer de tenue. L'individualisme forcené que dénoncent nos pères, la pudeur, peut parfaitement se transformer en solidarité active et en générosité sans faille : des restos du cœur aux inondations de Vendée, on a pu mesurer que des hommes et des femmes, soi-disant abrutis par la télévision, le tiercé et les jeux vidéo, n'hésitent pas, le cas échéant, à payer de leur personne.

En bref, le duo droite-gauche a abandonné définitivement l'idée de révolution, quand il a fini de s'apercevoir que les lendemains qui chantent se traduisaient sans exception par des aujourd'hui qui hurlent. Quand l'affirmation de la lutte des classes se traduit par l'éruption des Pol Pot et des Kim Il Sung, on peut comprendre que l'opinion publique n'ait plus follement envie d'emprunter pareils culs-de-sac. Qu'on s'en réjouisse ou qu'on le déplore, le consensus est aujourd'hui social-démocrate – le modèle suédois au temps de sa splendeur : économie libérale

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

le taux d'orgueil de Sarkozy, mais bien sa capacité à aller beaucoup plus loin dans les réformes qu'il a amorcées. La marge de manœuvre du chef de l'État français a beau être étroite, elle n'en existe pas moins. De la TVA sociale aux bonus du CAC 40, des stock-options délirantes au débat essentiel sur la laïcité, de l'autonomie indispensable des écoles et de la non moins indispensable fin des régimes spéciaux, de la remise en question du tout-nucléaire à celle du tabou des OGM, il y a du grain à moudre et des coups à prendre. L'abolition des privilèges de toutes sortes reste une idée neuve dans le royaume, où il conviendrait que les nuits du 4 août se renouvellent chaque année, jusqu'à ce que le mot « égalité » ait un début de sens. Sarkozy est-il prêt à ce combat, le seul qui vaille ? Il serait tout de même dommage, pour le sport, la beauté des empoignades et la précision des enjeux, de se priver de la rage insomniaque du plus anarchiste de nos présidents.

Notes

1. *Le Monde*
2. *Le Monde*, 5 mars 2011.
3. *Le Monde*, février 2011.
4. *Newsweek*, 7 décembre 2009.
5. *Nouvel Observateur*, février 2011.
6. 30 mars 2011.

Du même auteur

L'Autre France, l'underpresse, Stock, 1975.

La Ruée vers l'or noir, Belfond, 1975.

Le Livre des possibilités – Tome 1 : Tout, Robert Laffont, 1975.

Herbert Pagani, Seghers, 1976.

Le Livre des possibilités – Tome 2 : Nu, Robert Laffont, 1977.

Les 180 jours de Mitterrand, Belfond, sous le pseudonyme de Philippe de Commines, 1977.

La Guerre des autres, Albin Michel, 1977.

Moretti Carrément, livre meeting avec André Bercoff, Encre, 1979.

Vivre Plus, Robert Laffont, 1980.

Rien ne va plus, Orban, sous le pseudonyme de Philippe Murat, 1981.

De la reconquête, Fayard, sous le pseudonyme de Caton, 1983.

De la renaissance, Fayard, sous le pseudonyme de Caton, 1983.

Le livre des possibilités – Tome 3 : Nous, Robert Laffont, 1984.

Manuel d'instruction civique pour temps ingouvernables, Grasset, 1985.

Qui choisir, comment acheter votre prochain président de la République sans risque, Robert Laffont, 1987.

Les Blessures d'Éros, de l'évolution des pratiques amoureuses à l'époque de tous les dangers, Balland, sous le pseudonyme de Casanova, 1987.

Comment aider Mitterrand à sauver le capitalisme en France, Albin Michel, sous le pseudonyme de Caton, 1989.

Ruminations divines, Fayard, 1990.

La mémoire des Palaces. Un tour du monde des hôtels

mythiques, Fayard, 1991.
Lettre ouverte à ceux qui ne sont rien et qui veulent être tout,
Albin Michel, 1992.
Le parti d'en jouir, Belles Lettres, 1992.
*Le nouveau catéchisme veut-il tuer l'Église, des catholiques
parlent à André Bercoff*, Michel Lafon, 1993.
La lutte finale, Présidentielles 1995, Michel Lafon, 1994.
Les Mauvais garçons, Spengler, 1994.
Ne tirez pas sur l'ambulance ! Où va l'argent de votre santé ?,
avec J.B. Mallet, Carrière, 1995.
Épître aux imbéciles, Le Rocher, sous le pseudonyme de
François de Jarnac, 1996.
Le Mystère Éléonora, avec O. Barrot, Grasset, 1996.
Comment ils ont tué Tapie, Michel Lafon, 1998.
Ce foutu pays bien-aimé, NiL, 1998.
*Reconstruire, disent-ils, comment sauver la droite française
du naufrage annoncé*, Flammarion, 1998.
Par ici la sortie, la fin des politiques, Grasset, 1999.
D'une lâcheté française et des moyens d'y remédier,
Flammarion, sous le pseudonyme de Caton, 2003.
Le George V, Les 4 saisons du bonheur, Michel Lafon, 2007.
Retour au pays natal, Gallimard, 2007.
Précis de décomposition française, Albin Michel, 2008.



Composition et mise en pages réalisées par
Compo 66 - Perpignan
185/2011

Éditions du Rocher

28, rue du Comte-Félix-Gastaldi
98000 Monaco
www.editionsdurocher.fr

Imprimé en France
Dépôt légal : avril 2011
N° d'impression :